



ÉTUDE SUR LES BESOINS DES COOPÉRATIVES ET DES COMMUNAUTÉS DE USULTAN, EL SALVADOR

PAR

André Jacob
Vilma Munguia Palacios
Loreto Reyes

No 0298-095

La Chaire de coopération Guy-Bernier de l'Université du Québec à Montréal a été fondée en 1987 grâce à une contribution financière de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, contribution qui a été renouvelée en 1992 et 1995 et de la Fondation UQAM.

La mission de la Chaire consiste à susciter et à promouvoir la réflexion et l'échange sur la problématique coopérative dans une société soumise à des modifications diverses et parfois profondes de l'environnement économique, social et démographique. La réflexion porte autant sur les valeurs, les principes, le discours que sur les pratiques coopératives. Les véhicules utilisés par la Chaire de coopération Guy-Bernier pour s'acquitter de sa mission, sont: la recherche, la formation, la diffusion et l'intervention conseil auprès des coopérateurs et coopératrices des divers secteurs.

Au plan de la recherche, les thèmes généraux, jusqu'à présent privilégiés, portent sur -les valeurs coopératives, et le changement social -les rapports organisationnels et la coopération -les aspects particuliers de la croissance des caisses populaires -les coopératives dans les pays en voie de développement. Une attention particulière est portée depuis quelques années au secteur du travail, à celui des services sociosanitaires ainsi qu'au micro-crédit et tout récemment au commerce équitable et à l'évaluation des entreprises n'ayant pas le profit comme objectif.

Au plan de la formation, l'action s'effectue dans deux directions : - au niveau universitaire, par l'élaboration de cours spécifiques sur la coopération et par l'attribution de bourses pour la rédaction de mémoires et de thèses ayant un thème coopératif; tout récemment, la Chaire a formé un partenariat avec la Chaire Seagram sur les organismes à but non lucratif et le département d'organisation et ressources humaines de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM pour démarrer, en septembre 2000, un programme de MBA pour cadres spécialisé en entreprises collectives - au niveau du terrain, en répondant à des demandes du milieu pour l'élaboration de matériel didactique et de programmes de formation spécifique.

Les résultats des travaux de recherche sont diffusés dans des cahiers de recherche qui parfois, sont des publications conjointes avec des partenaires. La Chaire organise aussi des colloques, séminaires et conférences.

L'activité d'intervention-conseil prend des formes variées : conférences, session d'information, démarche d'accompagnement en diagnostic organisationnel, en planification stratégique.

La Chaire entretient des activités au plan international en offrant des services de formation, d'organisation et de supervision de stages, de développement et d'évaluation de projet sur une base ponctuelle et institutionnelle, notamment auprès des pays de l'Afrique francophone. La Chaire a ainsi développé une collaboration privilégiée avec l'Université internationale de langue française au service du développement africain, l'Université Senghor. Des missions d'études et d'échanges sont aussi menées régulièrement dans d'autres pays : en Guinée, au Brésil, au Viêt-Nam, en Haïti et dans divers pays d'Europe surtout en France, Italie, Espagne et Belgique.

Chaire de coopération Guy-Bernier Mauro-F. Malservisi, titulaire Université du Québec à Montréal C. P. 8888, succ. « Centre-Ville » Montréal, Québec, H3C 3P8	Téléphone : 514-987-8566 Télécopieur : 514-987-8564 Adresse électronique : chaire.coop@uqam.ca Site : http://www.chaire-ccgb.uqam.ca/
---	---

À toutes les coopérantes
À tous les coopérants
des coopératives
de la zone de Bajo Lempa (Bas Lempa)

*Lorsque le riz retire de la terre
les grains de sa farine,
lorsque le blé durcit ses hanches multiples et
lève son visage aux mille mains,
j'accours à la ramée où la femme et l'homme s'enlacent,
pour toucher la mer innombrable,
la persistance.*

Pablo Neruda

Naissant dans les bois.

En premier lieu, il importe de remercier les trois organismes qui ont contribué au financement de notre recherche.

La CHAIRE DE COOPÉRATION GUY-BERNIER de l'Université du Québec à Montréal, dirigée par monsieur Mauro-F. Malservisi;

Le CONSORTIUM CANADIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTERNATIONAL, présidé par madame Maureen Wilson;

Le DÉPARTEMENT DE TRAVAIL SOCIAL de l'Université du Québec à Montréal, sous la direction de madame Christine Corbeil.

Il importe également de remercier l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs qui ont permis de réaliser le travail sur le terrain, soit soeur Noémi Ortiz et les membres de sa communauté religieuse, les animatrices des communautés de cette région, le président de la Confederación de federaciones de la reforma agraria salvadoreña (CONFRAS) - Confédération des fédérations de la réforme agraire salvadorienne; monsieur Miguel Aleman, le directeur de la Fundación nacional para el desarrollo (FUNDE) - Fondation nationale pour le développement; monsieur Pablo Juan Hernández, le père Pedro Declek, curé de la Noria ainsi que toutes les dirigeantes et tous les dirigeants des coopératives locales et toutes celles et tous ceux qui ne peuvent être nommés, c'est-à-dire des dizaines de coopérantes et coopérants qui ont bien voulu parler de leur situation sociale, économique, politique et culturelle.

Sans toutes ces personnes, cette recherche et modeste contribution au développement des coopératives et des communautés auraient été impossibles.

André Jacob, professeur
Département de travail social
Université du Québec à Montréal
Vice-président
Consortium canadien pour le développement social international

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. CADRE MÉTHODOLOGIQUE.....	2
2- CONTEXTE GÉNÉRAL.....	3
2.1 Présentation des résultats	3
2.1.1 Renseignements généraux	3
2.1.2 Infrastructures	13
2.1.3 Santé	13
2.1.4 Éducation.....	17
2.1.5 Organisation et vie participative	19
3 - ANALYSE ET INTERPRÉTATION.....	20
CONCLUSION	26
RECOMMANDATIONS.....	27
BIBLIOGRAPHIE	30

INTRODUCTION

Ce projet de recherche résulte d'une démarche de réflexion sur l'intervention sociale en coopération internationale et d'une préoccupation inscrite dans le mandat du Consortium canadien pour le développement social international. Le point d'ancrage vient de problèmes soulevés par un groupe de Salvadoriennes et Salvadoriens établis à Montréal soucieux de l'avenir et du rôle des coopératives dans une des régions les plus pauvres du Salvador, le Bas Lempa, dans le canton de Jiquilisco, département d'Usulután. Ils nous ont fait part du désarroi des habitants de toute cette région peuplée de nouvelles « colonies » nées des accords de paix entre le gouvernement salvadorien et le Front de libération nationale en 1992. Dans le cadre de cette entente, les démobilisés de la guerre, ex-combattants des forces armées et de la guérilla ont reçu des parcelles de terre dans cette région mais ils doivent développer l'agriculture sur ces terres abandonnées et ravagées par la guerre sans aucune ressource matérielle et avec des ressources humaines peu formées. En outre, les enjeux centraux étant certes le rôle social des coopératives dans le développement de cette région et la survie même de ces institutions vitales pour les paysannes et les paysans. Les coopératives sont au prise avec une dette énorme, somme toute artificielle, puisque l'on a supposément attribué des terres aux paysannes et aux paysans par la formule coopérative mais on veut leur faire payer. En réalité, ils sont sortis de la guerre plus pauvres qu'avant en raison de la situation que nous expliquerons dans notre analyse de la situation.

À partir de ce questionnement, une démarche de recherche action collée aux préoccupations des communautés salvadoriennes de base d'ici et de celles du Salvador a été entreprise. Depuis le début, le fil conducteur se tisse autour de deux préoccupations centrales, premièrement préciser la nature des besoins de ces communautés, besoins passablement explicites, et, deuxièmement, d'analyser la dynamique de ces communautés dans leurs liens avec les coopératives comme institutions clés dans l'organisation de la production agricole et dans la mise en place d'infrastructures de soutien à la vie communautaire, notamment la création de services sociaux et de santé.

Ce présent rapport se divise en trois étapes:

- 1- la problématique générale et la méthodologie;
- 2- les résultats de nos observations;
- 3- quelques recommandations.

1. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Objectifs

Ce projet poursuivait trois objectifs à court terme:

- réaliser une étude exploratoire de type recherche action avec 3 coopératives de la région de Usulután (La Plancha, El Zamorán et El Marillo);
- identifier des ressources alternatives dans le secteur du bien-être social avec les coopératives concernées et au niveau de nouvelles sources de revenus;
- analyser les besoins en terme de formation sur mesure pour le personnel impliqué dans les services en lien avec les coopératives.

Objet de recherche

L'objet de cette recherche action porte essentiellement sur les points suivants:

le développement de sources alternatives de revenus pour les coopératives (en sérieuses difficultés financières). Par exemple, possibilité de productions alternatives, développement touristique, sur le territoire des coopératives;

les besoins en termes de services au niveau de la santé, des services sociaux et de l'éducation.

Méthodologie

Dans cette démarche, il faut d'abord trouver des personnes-ressources sur le terrain. Lors d'un séjour de trois semaines sur le terrain, les dirigeants des coopératives, les curés et les animatrices de pastorale, car les paysans et les paysannes sont presque tous et toutes catholiques pratiquants et il est impérieux de travailler avec les gens qui animent ces communautés chrétiennes fortement interreliées avec la communauté « sociale », les infirmiers et infirmières, les sages-femmes et quelques personnes-ressources reconnues pour leur longue expérience dans le milieu ont été identifiés. Des dirigeants d'organismes nationaux ou régionaux ont également été rencontrés, comme par exemple Don Miguel Aleman, président de la Confédération des fédérations de la réforme agraire salvadorienne

(CONFRAS) et député, Pablo Juan Fernandez, directeur de FUNDE (Fondation nationale pour le développement), le comité de direction de la Fédération des femmes de la CONFRAS, monsieur Lino Antonio Caballero de l'Association salvadorienne centrale d'études coopératives, monsieur José Francisco Ramos Estrada et l'Association salvadorienne de recherche et de promotion économique et sociale.

L'observation participante a évidemment été utilisée et cette stratégie a permis de participer à l'assemblée générale d'une coopérative, aux réunions des comités de direction des trois coopératives et à des comités de prévention en santé organisés par les infirmiers de participer à six rencontres avec des membres des coopératives sous forme de groupes-cibles (focus-groups) centrés sur une cueillette d'information à partir de trois axes centraux: 1) les conditions de vie des gens; 2) l'état des services sociaux et de santé; 3) les conditions de production dans les coopératives. De plus, une dizaine d'entrevues avec des dirigeants et des informateurs clés : anciens des communautés, femmes qui ont joué un rôle clé dans les communautés tant durant l'exil ou en période de guerre que depuis la mise en place du programme de transfert des terres, ont permis de recueillir des informations supplémentaires. Enfin, une recension des écrits sur le sujet et une analyse documentaire ont été essentielles pour bien saisir le sujet en question.

2. CONTEXTE GÉNÉRAL

2.1 Présentation des résultats

Dans les paragraphes qui suivent, les résultats des rencontres, échanges et visites dans les coopératives agricoles du canton de Jiquilisco, El Salvador, seront présentés. Le travail sur le terrain s'est déroulé au cours de la période s'échelonnant entre le 13 mai et le 2 juin 1997.

2.1.1 Renseignements généraux

Onze coopératives ont retenu l'attention afin de réaliser un sommaire des besoins de ces communautés. Pour les fins de l'étude, surtout trois seront considérées: La Plancha, El Zamorán et El Marillo. Ces onze coopératives peuvent être classées en deux sous-groupes. Le premier groupe de six coopératives correspond à celles qui ont vu le jour en 1980, année qui sert de référence au début de l'insurrection salvadorienne et d'année charnière pour la

réforme agraire au cours de laquelle il y eût la distribution de parcelles de terre, une stratégie du gouvernement salvadorien de l'époque afin de banaliser et de contrer la remontée du mouvement révolutionnaire dans les communautés rurales. Le deuxième groupe, dont les coopératives de cette étude font partie, est constitué de coopératives formées grâce au Programme de transfert des terres (PTT) après la fin officielle des conflits entre le Front de libération nationale et l'armée salvadorienne. Dans le cas de la communauté de Nueva Esperanza, par exemple, la majorité des citoyennes et des citoyens sont venus s'y installer après avoir vécu en exil au Nicaragua. Cette communauté fait preuve d'un bon niveau d'organisation et peut déjà compter sur une infrastructure de production intéressante et relativement rentable. Ce phénomène s'explique par son vécu à l'extérieur du pays comme communauté déjà organisée. La coopérative de Nueva Esperanza compte par exemple un poulailler, une ferme d'élevage, un atelier de couture pour les jeunes filles et les femmes, une agriculture variée en plein développement. Par contre, plusieurs coopératives des environs n'ont pas atteint le même niveau d'organisation: les coopératives de Bajo Lempa: El Presidio, Liberado, Las Arañas, La Plancha, El Marillo, Lempamar, El Zamorán, La Canoa, La Canoita.

Les coopératives s'avèrent la principale formule de gestion des communautés agricoles, qui regroupent chacune entre 50 et 250 familles, selon la population de chaque communauté. Ces coopératives produisent du maïs, du riz, de la canne à sucre, des ananas, des mangues, des papayes, des melons, des citrons, des bananes, etc.; celles qui ont une production plus diversifiée comptent un parc d'élevage de bétail, parfois un poulailler et/ou une porcherie.

Les familles n'ont pas d'autres sources de revenu que celle du travail à la coopérative, c'est-à-dire l'équivalent de deux dollars par journée travaillée et la vente des fruits de leurs récoltes dans leur lopin privé ou de quelques articles d'artisanat. La vente itinérante des fruits, des amandes, des tortillas et d'autres produits qui coûtent peu à produire est une activité économique généralement associée aux femmes et aux enfants qui parcourent les villages et se déplacent vers les centres urbains afin d'augmenter le revenu familial. Selon les données de USAID, ces coopératives se situent dans une des régions les plus pauvres du pays (Barry & Cuéllar, 1997: 2).

Il faut souligner que dans la région de Jiquilisco, département d'Usulután, les coopératives étudiées sont modestes et ne présentent pas une production très diversifiée et l'organisation de la production est très difficile, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, les

coopératives sont très jeunes puisqu'elles sont nées de la réforme agraire de 1980 ou du programme de transfert des terres de 1992, programme résultant des accords de paix entre les parties belligérantes par lequel les « démobilisés » pouvaient avoir accès à des terres. En fait, par cet accord, le gouvernement acceptait de donner des terres aux démobilisés, autant de la guérilla que de l'armée régulière, afin qu'ils puissent s'organiser sous forme de coopérative de production agricole. Deuxièmement, les problèmes d'infrastructure sont énormes. Ces anciens combattants et combattantes ou ex-exilés et exilées ont reçu des terres, mais les routes et chemins étaient pratiquement inexistantes; les problèmes en approvisionnement en eau potable sont très aigus car les gens doivent faire creuser des puits artésiens et souvent ils n'en ont pas les moyens; le gouvernement n'offre aucun service (santé, éducation, services sociaux, électricité, téléphone, égout et aqueduc, etc.). Troisièmement, les problèmes d'accès au crédit, par manque de coopératives de crédit, s'avèrent presque insurmontables. En raison de leur pauvreté, les banques ne sont pas disposées à l'idée de leur garantir des prêts pour acheter semences, engrais et instruments aratoires. Plusieurs personnes ont soulevé avec insistance l'endettement qui affecte sans exception toutes les coopératives de la région. Les membres des coopératives mises sur pied au début des années 80 expliquent leur endettement en fonction de la guerre. Ces coopératives n'ont jamais pu faire face à leurs engagements parce que les conditions de guerre ont affecté la production; leurs membres étaient persécutés, harcelés et leurs productions brûlées.

Parmi les autres difficultés particulières, il faut soulever les problèmes d'entreposage de la production du maïs dans deux de ces coopératives et des problèmes légaux avec les terres dans l'une de ces coopératives. Dans certains cas, l'obtention des titres des terres fait encore l'objet de négociations entre le gouvernement salvadorien et les coopératives.

Seulement deux de ces coopératives ont fait part de problèmes au niveau de l'organisation collective de la production comme telle. En général, il ne semble donc pas que les problèmes se situent surtout au niveau du fonctionnement interne des coopératives. Les difficultés proviennent surtout de facteurs plus structurels qui ne dépendent pas d'elles.

La bonne volonté contre des réformes structurelles

Tout au long de ce séjour, la détermination indéfectible des femmes et des hommes de ces communautés était facilement observable. Toutes et tous sont heureux de posséder un lopin

de terre et de contribuer au développement de leur communauté dans les cadres de leur coopérative mais « c'est la lutte de David contre Goliath », la lutte de pauvres paysans contre la mystérieuse et puissante machine néo-libérale qui dicte les règles du grand jeu du marché. Par contre, leur action s'inscrit dans un long processus qui s'amorce avec les accords de paix de 1992. Depuis, toutes les revendications semblent rester lettre morte auprès du gouvernement bien qu'elles provoquent certaines trémulations chez des dirigeants du pays peu habitués à faire face à un fort niveau d'organisation des paysans et des paysannes dans le cadre coopératif, ce malgré des limites matérielles et humaines très prononcées.

Dès 1992, les accords de paix prévoyaient un transfert des terres appartenant à l'État au prix du marché, qui était relativement bas. Par contre, quelques années plus tard, les nouvelles terres sont encore attribuées au prix du marché mais dans un marché en hausse, d'où de nombreuses inégalités dans les valeurs attribuées aux terres. Ce phénomène porte préjudice à ceux et celles qui ont obtenu des terres après 1992. Par ailleurs, les changements structurels dans les politiques d'exportation ont entraîné de sérieuses pertes de revenus, d'où des difficultés pour rencontrer les obligations. Troisièmement, les bénéficiaires pour les paysans et les paysannes relocalisés sont assez particuliers étant donné qu'il s'agit de groupes ayant été impliqués dans la guerre à un certain niveau. Ces gens ont été déracinés pendant longtemps, souvent sans la possibilité de cultiver, d'où une perte d'expertise au niveau du travail. Il s'agit aussi de gens qui vivent de nombreux problèmes de santé, notamment des traumatismes de guerre et des handicaps résultant de blessures. Il faut de plus, ajouter de nombreux problèmes sociaux : violence, mauvaises conditions d'hygiène et de vie en général, mauvaise alimentation, etc. Quatrièmement, l'état des terres était lamentable lors de leur occupation parce qu'il s'agissait de terres situées dans des zones de combat beaucoup plus détériorées que les terres situées dans les départements de Morazán et de Chalatenango, par exemple (Dada Hütt et Hernández, 1995: 12). Les conditions de vie recensées auprès de 375 agriculteurs et agricultrices « bénéficiaires » de ce programme font état des conditions difficiles que doivent affronter ces gens: 39,3% seulement ont des maisons convenables; 0,8% ont des services d'eau potable et 10,9% l'électricité; 60,8% n'ont pas accès à une clinique de santé à moins de 10 kilomètres; 32,9% n'ont pas d'école à moins de 10 kilomètres; 44,5% n'ont pas de route à moins d'un kilomètre et seulement 39,6% ont des chemins carrossables durant l'hiver ou la saison des pluies (ibid.).

Les problèmes mentionnés ci-haut reflètent davantage les conséquences structurelles de problèmes fondamentaux qui affectent l'économie salvadorienne en général et l'économie

rurale de façon spécifique. Ainsi, selon la Banque centrale du Salvador, pendant que l'économie salvadorienne dans son ensemble connaissait une augmentation de 40% entre 1990-1995, le secteur agricole s'est contenté d'une maigre croissance de 8% (Barry & Cuéllar, 1997: 1).

Par ailleurs, la tendance prédominante déterminée par les « ajustements structurels » exigés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international signifie que la libéralisation des marchés entraîne une diminution de l'intervention étatique et la disparition ou l'appauvrissement des secteurs les moins prêts à faire face à la concurrence internationale (Barry & Cuéllar, 1997: 5).

De fait, le soutien aux petits agriculteurs diminue rapidement et radicalement; au cours des dernières années, sont aussi disparus, les programmes spéciaux de microcrédits, les programmes spéciaux de soutien au développement agricole et à la protection de l'environnement. Aujourd'hui, seulement 12% des petits producteurs ont accès au crédit (Barry et Rosa, 1995: 6). Les principaux programmes visent surtout les secteurs de la production agricole orientée vers l'exportation (café, coton et sucre surtout) même si ces secteurs ont perdu beaucoup d'importance. Aujourd'hui, la production de fruits et légumes a pris plus d'importance. Dans un tel contexte, les petits agriculteurs perdent peu à peu une place significative dans l'économie salvadorienne et se retrouvent dans le cercle vicieux de la pauvreté avec une détérioration de l'environnement (déforestation, érosion, pollution de divers types, etc.) de mauvaises conditions de vie, faute d'un soutien étatique au plan financier et technique et par absence d'une formation adéquate des agriculteurs. Selon la Banque mondiale, environ 88% des petits agriculteurs vivent dans une situation d'extrême pauvreté (Barry et Rosa, 1995: 7).

L'État salvadorien est, d'une certaine façon, absent mais dans les faits, il est très présent de plusieurs façons. Premièrement, il légifère et réglemente l'organisation et le rôle des petites coopératives afin qu'elles ne nuisent pas par ailleurs au développement et aux investisseurs désireux de s'impliquer dans le secteur agroalimentaire. Comme le mentionne Hernández, le dernier décret du 30 mai 1996 (décret 719 ou Loi du régime spécial de la terre en propriété coopérative, communale et communautaire paysanne et de bénéficiaires de la réforme agraire) visait supposément à renforcer les acquis de la réforme agraire mais, souligne-t-il, cette loi s'inscrit dans la foulée de la libéralisation des marchés. Le résultat est clair: il s'agit d'une stratégie qui vise à amener les coopératives en difficulté à vendre leurs terres

(Hernández, 1996c: 9)¹. Au fond, estime-t-il, ce nouveau décret s'inscrit tout à fait dans les visées néo-libérales traduites par un ensemble de lois et d'actions qui prétendent fallacieusement que la libéralisation de l'économie, la restructuration de l'État et l'ouverture sur les marchés extérieurs signifieront un avenir meilleur pour les coopératives. La finalité consiste surtout à renforcer le secteur financier, le secteur commercial et les services au détriment de la production agricole. Le changement majeur qu'apporte ce décret est d'abord axé autour de la possibilité pour les coopératives de vendre leurs terres selon les règles du marché « libre » ou, en d'autres termes, autorisation est donnée aux grands propriétaires terriens de se réapproprier des terres acquises par les coopératives lors de la réforme agraire de 1980. Deuxièmement, l'État fait disparaître les institutions responsables de la gestion du transfert des terres pour laisser agir le marché libre; cette mesure, à toutes fins pratiques, met fin à la politique de protection des terres et ouvre la porte à la libéralisation du marché de la terre. Troisièmement, l'État consolide et restructure la dette agraire, c'est-à-dire qu'on met les coopératives dans l'obligation de vendre leurs terres soit disant pour honorer une dette qu'elles n'ont pas contractée mais résultant de la guerre; dans un tel contexte, les coopératives sont évidemment placées en situation de faiblesse. Quatrièmement, en libéralisant le marché des terres, la loi définit de façon précise les conditions de la propriété. Par exemple, chaque paysan membre d'une coopérative ne peut posséder plus de sept hectares alors que n'importe quel investisseur privé peut en posséder autant qu'il le veut même s'il compte utiliser la terre à des fins autres qu'agricoles, notamment à des fins touristiques, commerciales, résidentielles ou tout simplement spéculatives. Les conséquences de toutes ces mesures s'orientent vers une désorganisation progressive des coopératives et une restructuration de la production agricole en faveur du capital industriel. Du même coup, se dessine peu à peu la réapparition d'un prolétariat agricole surexploité, peu avantagé au plan de la sécurité sociale. En bout de piste, Hernández va jusqu'à l'élaboration d'un scénario qui peut sembler apocalyptique, mais les faits parlent: la restructuration risque de conduire le Salvador dans une situation plus grave encore que celle de la guerre de 1980-1992 au niveau de la satisfaction des besoins alimentaires des populations rurales (Hernández, 1996c: 12). En réalité, ce fameux décret de mai 1996 ne venait que cristalliser une situation déjà existante créée par une perspective à courte vue au

¹ "Sin embargo, es necesario destacar que durante las últimas administraciones, la política económica ha estado orientada a la liberalización de los mercados y la política agropecuaria ha pretendido los mismos objetivos en el agro. En tal sentido, la política agropecuaria se ha reducido básicamente a un intento sistemático en función de la parcelación y la venta de tierras por parte de las cooperativas. Basta recordar que el gobierno aprobó el Decreto 14, el cual justamente pretendía la venta de tierras por parte de las cooperativas; el cual no fue aplicado debido a que fue declarado inconstitucional, en base a argumentaciones que en tal sentido planteraron las organizaciones campesinas."

niveau de la production agricole qui a engendré un processus de détérioration graduelle et entraîné la perte de la sécurité alimentaire. Le signe manifeste de cette détérioration se perçoit par la détérioration générale du sol à cause de techniques agricoles dépassées, de l'érosion, du remplacement de l'humus naturel par des fertilisants chimiques, de la « déforestation » et la pauvreté des moyens pour régénérer et drainer les sols (Dada Hütt et Hernández, 1995: 1).

Dans cette foulée, le Salvador fait face à de sérieux problèmes environnementaux. Les coopératives étudiées se situent justement dans une des régions les plus touchées par la destruction de l'environnement. Barry et Cuéllar estiment que des mesures urgentes s'imposent pour protéger les sols et valoriser l'agroforesterie et le reboisement (Barry & Cuéllar, 1997: 10). Actuellement, la Loi sur la protection des forêts n'a pas de dents et les programmes d'intervention dépendent surtout de l'aide extérieure, et ce sans grande cohérence puisque la protection de l'environnement relève de différents projets, souvent sans liens les uns avec les autres, donc sans grande cohésion. La région étudiée était particulièrement active dans la production du coton, culture en perte de vitesse par une diminution de la production de 70% de 1980 et 1990 (Barry et Rosa, 1995: 3). À cause de la guerre, les terres ont été souvent laissées en friche pendant plusieurs années et la reprise de l'agriculture s'avère difficile au niveau environnemental. Cette région fait face à de sérieux problèmes d'érosion des sols pour plusieurs raisons (Fabian et coll., 1997: 113-114): mauvaise gestion globale des eaux du fleuve Lempa par les firmes hydroélectriques, déforestation sauvage (les agriculteurs coupent le bois pour vendre - même si, en principe, c'est interdit - et pour leur usage domestique), surexploitation des sols par la culture intensive du maïs selon des méthodes traditionnelles, utilisation d'engrais chimiques plutôt que des engrais régénérateurs de l'humus du sol, introduction d'élevage de bétails sur des terres trop sèches et de faibles rendements pour ce type d'élevage. En somme, l'extrême pauvreté et le manque de soutien technique et financier entraînent une détérioration significative de tout le milieu.

Dans l'ensemble, il ressort clairement que le Programme de transfert des terres (PTT) était une solution à courte vue. Des terres autrefois prometteuses deviendront de plus en plus inadéquates pour l'agriculture si des mesures rigoureuses ne sont pas prises par l'État. Ces petits agriculteurs ne peuvent espérer un développement durable dans les conditions devant lesquelles ils sont placés. Dans les faits, l'État a adopté la politique de l'autruche et laisse le milieu se détériorer tant dans ses ressources humaines que dans la ressource fondamentale, le

sol. Une gestion des sols s'impose non seulement pour protéger l'environnement dans l'immédiat mais pour assurer un milieu vivable à long terme pour l'ensemble de la population de cette région.

Les problèmes sont devenus tellement aigus que les bénéficiaires, autant les ex-soldats de l'armée régulière que les ex-combattants du FMLN, ont manifesté à plusieurs reprises contre les modifications législatives qui empêchent ces nouvelles coopératives de se développer d'une façon normale. L'État ne dispose pas des fonds nécessaires pour mener le programme à terme, il doit compter sur une aide internationale qui tarde à se concrétiser. De fait, 52% du programme est financé par l'aide internationale, tout particulièrement par le gouvernement américain. L'État compte faire financer le programme par l'extérieur à 78%; le total de l'aide se répartit de la façon suivante, 55% par les États-Unis, 20% par la Communauté européenne, 11% par l'Allemagne et 6% par la Banque mondiale. Ce report de la responsabilité sur les autres devient un discours justificatif des manœuvres gouvernementales de diversion pour maquiller le fait que les vrais enjeux s'avèrent très différents. Une analyse de l'envers du décor révèle que la visée la plus probable consiste à permettre le rétablissement graduel des oligopoles dans la production et la commercialisation des produits agricoles (Hernández, 1995: 8). En réalité, l'État favorise le renforcement d'une politique commerciale qui comprend plusieurs stratégies: orientation vers le commerce extérieur, réduction et uniformisation des tarifs douaniers, privatisation et libéralisation de la commercialisation des biens d'exportation, libéralisation des prix. Malgré ce credo néo-libéral classique, ces mesures ne suffisent pas, car les moyens de production n'arrivent pas à suivre les exigences de la compétition mondiale pour plusieurs raisons: les agriculteurs manquent de capitaux pour investir, le niveau professionnel de la main-d'œuvre est très bas et les techniques de production peu adaptées aux besoins actuels. L'ensemble des stratégies gouvernementales, plus virtuelles que réalistes, ont amené un spécialiste de la question comme Hernández à proposer trois mesures fondamentales pour redresser la situation: 1) moratoire sur les changements structurels et révision en profondeur des conditions qui permettraient une réorganisation du secteur agricole; 2) renégociation de la dette des coopératives; 3) élaboration de mesures concrètes et viables pour permettre aux petits agriculteurs et à leurs coopératives d'avoir accès au crédit (1996a:21). Enriquez, pour sa part, ajoute que le développement durable ne réussira pas sans le respect d'un certain nombre de conditions préalables: 1) respect de la démocratie et de la participation consciente et systématique des paysans aux décisions qui les concernent; 2) participation des femmes dans la réorientation du développement; 3) respect de l'environnement; 4)

concertation entre les agents économiques, sociaux, culturels et politiques; 5) emphase sur le développement local et régional avant de conquérir la planète; 6) renforcement du capital humain par l'éducation et de meilleures conditions d'hygiène et de santé (Enriquez, 1996: 19). À cela, il faut ajouter la nécessité pour les coopératives de pouvoir compter sur un soutien juridique adéquat car les titres de propriété des coopératives restent encore sujet à spéculation dans certains cas d'où ambiguïtés, insatisfactions et risques de conflits (Goitia et coll., 1997: 11).

De fait, ces enjeux fondamentaux devraient faire partie de l'ensemble de la réflexion sur la politique sociale salvadorienne et la politique de développement du pays. Même s'il n'est pas ici facile de développer plus en profondeur le sens et les implications de tous ces choix politiques en vue d'un développement durable plus harmonieux que celui qui a cours actuellement au Salvador, il est clair que l'État joue un rôle central au niveau de la régulation du développement agricole et qu'il ne tient pas nécessairement compte de la riche expérience des coopératives. La précarité dans tous les domaines dont souffrent les coopératives et les communautés qui les animent ne peut rester une donne éternelle; les coopératives, si l'État leur en donne les conditions politiques, juridiques, économiques et sociales, possèdent des leviers importants pour améliorer leur situation et la situation économique, alimentaire et sociale des paysans, des paysannes et des autres couches de la population salvadorienne. Ces clés pour un développement durable se traduisent par une riche expérience de gestion démocratique des coopératives, par une implication incomparable des femmes dans la vie des coopératives et des communautés, ainsi que par une expérience communautaire enrichie par le vécu en exil et en situation de guerre dans des conditions extrêmement difficiles.

Ce séjour sur le terrain, bien qu'il ait été trop court, a tout de même permis d'observer de près la vie de trois communautés et trois coopératives. Cependant, le portrait global de la situation prend toute sa couleur dans les communautés locales d'où l'importance d'y jeter un coup d'oeil. Il faudrait une étude beaucoup plus approfondie et un long processus de recherche action sur le terrain pour saisir toute l'importance de la dynamique de ces communautés et contribuer pleinement à une conscientisation porteuse de changements sociaux, économiques, idéologiques et politiques.

Trois coopératives naissantes: La Plancha, El Zamorán, Marillo

La Plancha

La Plancha compte 27 familles, la plupart originaires du Canton de Concordia dans la municipalité de Jiquilisco. La Plancha fut fondée le 28 février 1995 dans le cadre du PTT. Des 27 familles, 22 sont membres de la coopérative et cinq d'entre elles n'ont pas encore eu le droit d'obtenir une parcelle de terre. Leur survie dépend donc du reste de la communauté.

La communauté est encore en voie d'organisation car il faut bâtir toute l'infrastructure d'un village au complet (puits, maisons, routes, etc.). La participation de tous les membres de la communauté est essentielle à la survie; la coopérative insiste beaucoup sur l'implication des femmes dans la vie de la coopérative, dans les travaux comme dans la gestion. D'ailleurs les femmes ont souvent un niveau d'éducation supérieur aux hommes et elles peuvent assumer une grande partie de la gestion même si, dans les faits, la plupart des coopératives sont présidées par des hommes.

El Zamorán

El Zamorán compte 130 familles originaires de différentes régions du pays, qui ont une caractéristique commune, soit qu'elles ne s'exilèrent pas durant la guerre et la subirent durant toute sa durée. Elles vivent avec la conviction d'avoir lutté pour leur droit à la terre. Cette coopérative commence à atteindre une capacité de production acceptable (élevage et culture de jardins domestiques) et compte sur une infrastructure de base qui assure quelques services aux membres de la communauté, par exemple un petit dispensaire.

La communauté fait face à d'urgents besoins d'habitations et d'irrigation car les terres sont inondées pratiquement chaque année, ce qui pose de sérieux problèmes au niveau de l'eau potable. Au niveau des services d'éducation, tout est à faire pour alphabétiser adultes et jeunes.

El Marillo

El Marillo constitue une communauté de 125 familles qui vit sensiblement les mêmes problèmes que El Zamorán et La Plancha.

2.1.2 Infrastructures

Les infrastructures varient d'une coopérative à l'autre. À l'observation des lieux, la précarité des bâtiments est facilement perceptible. Le manque de ressources financières condamne les paysans à construire avec de vieux matériaux recyclés. En raison de la chaleur, par exemple, ils doivent réaliser des tours de force pour réaliser des constructions adéquates qui éviteront aux poulets de mourir sous l'effet de la chaleur.

Du côté de l'habitat, les problèmes apparaissent encore plus cruciaux. La plupart des maisons sont construites en terre et, dans plusieurs cas, de restants de bois, de plastique, de tôle, de branches, etc. Le manque d'eau potable et d'électricité affecte la plupart des communautés. Seulement deux d'entre elles ont de l'électricité.

Seul le quart de ces coopératives compte des maisons communales proprement dites. Dans les autres cas, les églises ou chapelles constituent des bâtiments multifonctionnels servant à la fois de lieu de culte et de réunions et parfois d'école.

Seule la coopérative Nueva Esperanza compte un ensemble complet d'infrastructures: centre pastoral, atelier de couture, bibliothèque, garderie et dispensaire.

2.1.3 Santé

Comme dans d'autres secteurs, l'absence de l'État dans cette région au niveau des services de santé est notoire; par exemple, Social Watch rapporte que 34% des décès dans les zones rurales ne sont pas confirmés médicalement parce que nombre de personnes malades n'ont tout simplement pas accès à des services de santé (Social Watch, 1997: 154). Malgré une situation désastreuse, le gouvernement salvadorien a diminué la portion du budget annuel attribué à la santé entre 1993 et 1996, soit un passage de 9,59% du budget à 8,9%. Le manque crucial de ressources humaines et matérielles se fait cruellement sentir tout

particulièrement dans le domaine de la prévention, des soins aux enfants et aux personnes âgées.

Les communautés étudiées vivent différents types de problèmes. Tout d'abord, il faut souligner que les rares soins de santé existent d'abord grâce à la solidarité internationale et au bon niveau d'organisation sociale, communautaire et coopérative, étant donné que le gouvernement joue un rôle mineur au niveau des services de santé dans la région. Même si l'article 65 de la Constitution du pays déclare ostentatoirement que l'État doit veiller à la santé du peuple salvadorien, son intervention est vraiment secondaire. Évidemment, l'absence de l'État dans les services de santé dans cette région et le manque de moyens financiers génèrent des problèmes majeurs, soit le manque de médicaments dans les dispensaires et le manque de ressources humaines (infirmières, intervenants populaires, sages-femmes, médecins). À ces problèmes structurels fondamentaux, s'ajoutent les mauvaises habitudes d'hygiène, la manipulation des aliments sans précaution et la promiscuité avec les animaux (poules et porcs vivent souvent près des maisons et y entrent parfois sans aucun problème) sont à la base de maladies comme la diarrhée et la tuberculose. L'absence de fosses septiques et l'existence d'égouts à ciel ouvert affectent toutes les communautés. La situation dans les communautés observées ne fait pas exception, car l'état de santé de la population salvadorienne, tout particulièrement dans les campagnes, est semblable à celui que l'on trouve dans les pays les plus pauvres du monde. Selon Fabian et coll., l'indice de mortalité infantile est très élevé 6% et dans plus de la moitié des cas, les causes pourraient être corrigées facilement si l'État facilitait un meilleur accès aux services de santé et si des mesures préventives assuraient une meilleure sensibilisation de la population rurale à l'importance de l'hygiène (Fabian et coll., 1997: 121-122).

Deux des coopératives bénéficient d'un dispensaire. Cependant, ceux-ci n'offrent pas de services, car le manque de médicaments et de ressources humaines fait cruellement défaut. Dans une catégorie de nature différente se classent les problèmes de santé reliés aux manifestations d'alcoolisme, de violence conjugale et des séquelles d'une guerre qui a duré une quinzaine d'années.

Le besoin d'élaborer des programmes visant l'amélioration de la qualité de l'alimentation des enfants est criant. L'obtention de données précises sur le nombre de cas de malnutrition a été impossible mais aux dires des gens et à l'observation, cela ressort comme une évidence.

D'autres problèmes de santé et des situations particulières qui ont des incidences sur la santé méritent une attention particulière. Ainsi, le fait que le pays vient à peine de sortir d'une guerre qui a duré formellement 12 ans mais qui, dans les faits, fut plus longue parce que les troubles (répression policière, rébellion populaire, etc.) avaient commencé bien avant 1980 et le climat de violence caractéristique des périodes post-confliktuelles n'ont épargné personne, tout particulièrement les gens vulnérables comme ces démobilisés devenus les paysans coopérants des coopératives étudiées. Les problèmes de santé mentale qui découlent des traumatismes de guerre sont assez fréquents de même que divers autres problèmes de santé, notamment les nombreux handicaps physiques. Sans qu'il soit possible d'identifier clairement l'incidence directe de la guerre sur les familles, il est clair qu'à peu près toutes les familles ont perdu des proches, parfois plusieurs membres de la famille sont disparus directement au combat, d'autres furent assassinés, etc. Toutes ces situations laissent des traces palpables et personne n'a pu bénéficier d'un service d'aide psychosociale. De nombreux cas de traumatisme émotif acquis durant ou après la guerre sont évidents dans plusieurs communautés; selon Social Watch, les traumatismes crâniens et les blessures physiques constituent des causes majeures d'hospitalisation, ce qui s'expliquerait par des habitudes de comportement violent acquises durant la guerre et par une augmentation considérable de la violence criminelle (Social Watch, 1997: 154). Selon Caballero, un quart de la population du Salvador souffre de problèmes de santé reliés découlant des conditions de pauvreté (1995: 56). En outre, les femmes en sont davantage les victimes innocentes: 55% des femmes sont plus affectées par les mauvaises conditions de vie générales au niveau de leur santé contre 45% des hommes, par contre, 61% des hommes subissent plus d'accidents de travail. Caballero signale aussi que ces chiffres n'incluent pas les accidents domestiques que subissent les femmes ni les nombreux cas de victimes de violence conjugale (Caballero, 1995: 57). L'alcoolisme, la violence conjugale, la violence à l'égard des enfants, les accidents de travail sont aussi des situations qui ont des incidences sur la santé physique et mentale mais pour lesquelles les services sont pratiquement inexistantes sauf, bien sûr, les organismes d'entraide comme par exemple les Alcooliques anonymes, qui sont assez répandus. Dans le cadre des problèmes de cette nature, plusieurs personnes-ressources ont manifesté le besoin de promouvoir la création de groupes de soutien, particulièrement pour les femmes, ainsi que des activités de stimulation pour les enfants d'âge préscolaire.

Le service d'une ambulance (une seule pour toute la zone étudiée) semble le principal service offert, et ce grâce à l'aide internationale. Par contre, les communautés qui forment les coopératives se sont prises en main et ont mis sur pied un Fonds d'urgence local et zonal qui

permet d'accorder une aide financière aux individus qui sont particulièrement dans le besoin et qui ne pourraient obtenir de soin en situation d'urgence sans l'intervention du Fonds. Le principe et le fonctionnement sont très simples, car le Fonds s'inspire des mutuelles d'assurances, mais à une échelle modeste. Vingt-deux communautés participent au Fonds par une contribution de 2 colons (environ 25 sous canadien) par mois par famille. En outre, le Fonds reçoit un peu de soutien financier grâce à la solidarité internationale et à quelques activités d'autofinancement. Chaque communauté locale administre son fonds local qui permet à des gens d'avoir accès à des services médicaux. Évidemment, en raison des maigres revenus des habitants de la région, le Fonds est loin de suffire à la couverture de tous les besoins.

Heureusement, le Fonds a obtenu les services d'un couple (un infirmier et une infirmière d'origine belge) qui peuvent donner les soins d'urgence dans toute la zone, soit à 25 communautés. Les quelques rares cliniques ou centres de santé qui existent ne sont pas fonctionnels. Par exemple, la communauté de El Zamorán compte un bon édifice pour le centre de santé grâce à un don de la famille de la docteur Marta Gónzales, une jeune médecin d'origine espagnole assassinée durant la guerre. Aujourd'hui, la clinique est désaffectée par manque de ressources humaines et financières; seule une sage-femme qui offre ses services bénévolement, occupe un petit bureau. Le ministère de la Santé du Salvador dit qu'il pourrait offrir des services dans cette clinique si la communauté lui donne le terrain, l'édifice et l'équipement. Actuellement, les négociations sont en cours car les habitants ne veulent pas donner la clinique sans obtenir la garantie formelle que les services publics de santé seront offerts, ce que le ministère de la Santé n'a pas encore décidé de faire.

Seule la communauté de Nueva Esperanza réussit à faire fonctionner une petite clinique grâce à la solidarité internationale et au soutien financier du Fonds d'urgence local. Une éducatrice populaire en santé assume la permanence.

Au niveau de la prévention, il reste aussi beaucoup à faire. Le gouvernement a mis de l'avant un programme de creusage de 150 000 puits artésiens entre la période allant de 1994 à 1999 pour contrer les effets néfastes pour la santé d'eau peu potable. À ce jour, le Comité des Nations Unies pour les droits sociaux et économiques estime qu'il y a encore un manque de 233 000 puits (Social Watch, 1977: 153). Le témoignage de Social Watch parle de lui-même:

"In its Social Development Plan, the government recognizes that in 1994, only 16% of the rural population had access to drinking water service, and the percentage of the

general population without access to the service is 53,53% (2,500,000 personnes), according to the 1992 census by the Ministry of Coordination of Economic and Social Development.

Drinking water and sewage coverage in rural areas is low, with the aggravating factor of significant contamination of surface water throughout the territory, which provokes increasing dependence on underground water. El Salvador, after Haiti, is the most ecologically deteriorated country in the Americas. Research undertaken in 1993 on the quality of drinking water distributed by the government entity (ANDA) in the capital shows that 35% of the water analyzed was not appropriate for human consumption. In rural areas and small cities, with less-developed infrastructure and inadequate maintenance, water quality may be worse." (Social Watch, 1997: 152).

À ces problèmes, s'ajoutent les problèmes qui découlent de l'absence de systèmes d'égout dans plusieurs communes rurales; 48% des communautés rurales n'ont pas de systèmes d'égout et disposent leurs déchets domestiques et humains dans les fossés ou les environs de leur maison.

2.1.4 Éducation

Le contexte global du Salvador au niveau de l'éducation explique en bonne partie, au-delà de la conjoncture particulière des communautés étudiées, la situation difficile dans laquelle elle se retrouve. Depuis 1980, la portion du budget alloué à l'éducation est passée de 3,6% à 1,6% du produit national brut; de chiffres absolus, cela signifie en moyenne 17 \$ (CND) par habitant seulement, soit l'un des plus faibles efforts en éducation au monde. Par rapport au budget annuel, le gouvernement a attribué 14,81% de son budget à l'éducation, dont 72,41% passaient en salaires et seulement 0,64% en équipement et infrastructure, ce qui fait dramatiquement défaut non seulement dans la région étudiée mais dans l'ensemble du pays (Social Watch, 1997: 153). Le résultat traduit bien les difficultés qu'éprouve le secteur de l'éducation: la moyenne générale de scolarisation n'est que 4,67 années, 6,25 dans les milieux urbains et 2,66 dans les milieux ruraux. Seulement 5,91% de la population de plus de 6 ans a complété 12 ans d'études, soit 50,68% d'hommes et 49,31% de femmes (Social Watch, 1997: 153). À ce portrait, il faut ajouter le fait que l'attention à la petite enfance est très négligée; environ, 695,300 enfants ne peuvent avoir accès à une garderie.

Dans l'ensemble du pays, l'analphabétisme est généralisé. Un tiers des adultes sont analphabètes, tout particulièrement parmi les femmes. Cette situation amène de nombreuses organisations de la société civile à investir dans l'éducation des adultes.

En ce qui concerne l'éducation dans les communautés étudiées, les différentes sources nous indiquent que la population est sous-scolarisée. La situation des personnes plus âgées est particulièrement dramatique car l'analphabétisme a été soulevé à de nombreuses reprises comme l'une des difficultés significatives dans le développement des coopératives.

Les limites financières empêchent ces communautés rurales de se doter des infrastructures nécessaires à la scolarisation des enfants et des programmes de formation pour les adultes. Au moins un tiers n'ont pas d'écoles et les communautés doivent absorber le coût du transport des enfants vers Nueva Esperanza, Zamorán, La Noria ou Tierra Blanca, les communautés les plus importantes dotées d'écoles. De plus, les écoles existantes sont d'accès difficile pour les communautés rurales parce que les parents n'ont pas toujours les moyens de procurer tous les articles scolaires à leurs enfants et de contribuer aux frais de transport. Du côté de Nueva Esperanza, par exemple, le curé du village a d'abord assumé le transport avec son véhicule personnel mais avec l'augmentation du nombre d'élèves, il l'organise maintenant par camion moyennant une légère contribution des parents ou des communautés. Plusieurs enfants doivent marcher plusieurs kilomètres pour faire le trajet entre l'école et leur domicile.

Quelques communautés disposent d'infrastructures minimales comme par exemple, un abri rudimentaire, mais elles n'ont pas les ressources financières pour défrayer les services des éducateurs populaires et des enseignantes et des enseignants. Les communautés et les coopératives jouent un rôle supplétif central puisque l'État, pas plus que dans le secteur de la santé, ne peut garantir les ressources nécessaires au développement de l'éducation dans ces zones extrêmement défavorisées. En ce sens, les initiatives privées, tout particulièrement celles de l'Église catholique jouent un rôle supplétif important. À Nueva Esperanza, grâce à l'engagement du père Àngel Arnaiz dans la promotion et l'organisation de l'éducation, et à l'aide internationale, tout particulièrement espagnole, la plupart des jeunes peuvent maintenant avoir accès à l'éducation secondaire. Un modeste programme de bourses offertes par des groupes de solidarité internationale a permis, à ce jour, à quelques-uns d'entrer à l'université dans la capitale, San Salvador. Le témoignage d'Àngel Arnaiz traduit bien son engagement profond envers la communauté, le regard tourné vers l'avenir:

Pour nous, il est clair que c'est par l'éducation que nous pourrions sortir de la misère car nous pourrions former des gens qui pourront aider leur communauté et la transformer. Maintenant, nous recevons l'aide de techniciens mais je crois que tant

qu'ils ne proviendront pas de nos communautés, nous ne pourrions pas aller vers une situation différente. Ce sera difficile et long mais c'est la manière de sortir de la misère, de rompre le cercle vicieux de la misère dans lequel nous sommes enfoncés. Pour moi, c'est clair que pour que ça change, d'ici doivent sortir des techniciens agricoles, des médecins, des professeurs, des infirmières qui ne sont pas seulement de bons étudiants mais qui auront aussi le désir de travailler au développement de leur communauté et à la transformation de la réalité. Je crois que cela finira par donner des résultats, du moins c'est la perspective de mon travail. Je pense que la formation et le maintien de l'unité de la communauté et l'organisation sont des clés fondamentales. (Barba & Martinéz, 1997: 201)

Enfin, le manque de services de garde pour les enfants d'âge préscolaire a une conséquence négative pour les femmes qui désirent s'impliquer dans les activités de gestion des coopératives.

2.1.5 Organisation et vie participative

Les coopératives présentent d'énormes différences en ce qui concerne les modes de production, le degré d'implication des membres et les infrastructures. Un fait saillant dans toutes les rencontres ressort: les femmes sont très actives dans la vie des communautés et des coopératives. Par contre, les difficultés financières et juridico-politiques qui empoisonnent la vie des coopératives amènent un certain nombre de coopérantes et de coopérants à abandonner leurs terres et à tenter de les vendre, un signe évident de la démotivation des membres. Les leaders ont des difficultés à rassembler les membres autour des initiatives cruciales à la survie des coopératives.

Une des faiblesses provient du manque d'expertise dans la formulation des projets pour attirer les investissements de groupes de solidarité et passer outre aux contraintes imposées par le gouvernement afin d'obtenir directement le financement nécessaire à l'amélioration de la qualité de la production agricole (maïs, fèves, sésame, fruits et légumes). Par exemple, la coopérative La Noria jouit d'une bonne expertise technique parce que les membres ont reçu une formation grâce à des fonds extérieurs.

Toute la zone représente un potentiel intéressant, car les terres sont relativement riches et productives et la plupart sont situées dans une région près du fleuve Lempa et à proximité de la mer. Si, d'une part, des spéculateurs lorgnent du côté de cette région pour favoriser le développement touristique commercial, les agriculteurs, d'autre part, manquent souvent

d'eau parce que les systèmes d'irrigation sont inadéquats, voire inexistants dans la plupart des cas. Dans certains cas, comme La Plancha, les gens n'ont pas encore accès à l'eau potable faute de moyens pour creuser des puits artésiens. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 80% des maladies sont dues à la mauvaise qualité de l'eau (Social Watch, 1997: 153). Dans d'autres secteurs comme El Marillo, les inondations ont fait des ravages importants au cours des dernières années faute de systèmes d'irrigation.

3. ANALYSE ET INTERPRÉTATION

Dans les paragraphes qui suivent, l'analyse et l'interprétation des résultats de notre démarche auprès des coopératives de la région d'Usulután, El Salvador sont présentées. Afin de faciliter la compréhension, les résultats sont regroupés en fonction de la dimension des besoins à laquelle ils se réfèrent, et ce sans chercher à démontrer de relations de cause à effet. Les besoins de ces coopératives ont été regroupés en utilisant comme point de repère la réforme agraire de 1980 et le plan de transfert des terres de 1992.

L'attention première porte sur le mode de production coopératif, qui est à la base des communautés rurales de la région d'Usulután. La réforme agraire et le développement coopératif agricole ont été d'abord une initiative visant à contrecarrer la force du mouvement de lutte populaire dans les communautés rurales. Toutefois, ils représentent une alternative sociale aux conditions d'appauvrissement auxquelles ces communautés ont été soumises car, en réalité, aucune infrastructure d'organisation ne peut répondre aux besoins de ces communautés délaissées largement par l'État. Tel que mentionné lors du regard sur le contexte général du vécu des coopératives au début de cette étude, le résultat des observations concrétise le portrait de la situation.

Le défi du modèle coopératif au niveau du vécu de ces communautés qui ont été réfugiées, déplacées et rapatriées consiste à développer chez leurs membres une mentalité communautaire comme alternative à la mentalité individualiste de la société. La coopérative ne représente pas seulement un modèle d'association, mais une structure économique d'organisation de la production et, à certains égards, de service à la communauté. En ce sens, elle n'est pas exempte des ennuis relatifs à la technologie, aux fluctuations des marchés, aux défis de l'offre et de la demande des produits qu'elle peut offrir.

Les résultats démontrent que toutes ces coopératives subissent un cercle vicieux de nature économique: absence de capitaux versus besoin d'améliorer la qualité de la production (semences, produits chimiques, acquisition de nouvelle machinerie, implantation de nouveaux produits et d'infrastructures). La production ne correspond pas toujours à l'importance de l'investissement humain, souvent très important au plan manuel à cause du manque de machines. Tous les membres de la communauté sont mis à contribution dans les périodes difficiles comme la période des semences et le temps des récoltes.

Les revenus de la production étant insuffisants, les femmes et les enfants qui veulent contribuer au revenu familial, deviennent des vendeurs itinérants de tortillas, de plantes, de fruits, de légumes et de menus objets et doivent se déplacer vers les centres urbains ou les plus grandes agglomérations. Soledad, membre d'une coopérative, témoigne de la situation: « En ce moment, nous n'avons pas de fertilisants, ni marge de crédit pour s'en procurer, nous n'avons rien. Nous allons dans les rues vendre ce que nous pouvons, mais cela n'est jamais une garantie, parfois nous vendons, d'autres fois nous revenons avec nos produits ». Cette économie parallèle a des conséquences négatives sur les communautés. D'une part, elle épuise les femmes qui avaient confiance aux coopératives comme alternative économique et sociale. D'autre part, ce fait ne contribue guère à la valorisation de l'éducation chez les enfants. Ce qui compte est d'obtenir l'argent pour continuer à subsister. L'endettement et la pauvreté chronique reflètent une dynamique d'appauvrissement institutionnalisée. Le problème se pose au niveau des individus et des structures comme telles. Ainsi, les coopératives agricoles ayant vu le jour suite à la réforme agraire de 1980 font face à un double endettement: l'endettement agricole et l'endettement bancaire. Ces coopératives n'ont jamais pu rencontrer leurs obligations financières. Par contre, celles issues du Plan de transfert des terres (PTT) n'ont qu'un endettement bancaire.

La conséquence de cette dynamique se manifeste dans le niveau de production. En effet, il s'agit d'une production à petite échelle, qui parfois, ne suffit pas à la consommation familiale. Cette insuffisance oblige les familles à acheter des produits plus chers auprès des « coyotes », revendeurs qui profitent de cette situation. L'expérience de Nueva Esperanza indique que la rupture de ce cercle vicieux passe par l'obtention du counselling technique, la diversification de la production et la recherche de nouveaux marchés pour les produits de la coopérative.

Quant à la qualité de l'organisation de la production, ces coopératives n'en sont qu'au stade de subsistance puisqu'elles sont dépendantes financièrement des projets financés par les organismes de coopération internationale. Les coopératives n'ont pas atteint un niveau de développement pouvant générer une économie issue de cette dynamique de production. Le témoignage de Concepcion Martinez, membre du conseil d'administration de la coopérative La Canoa, illustre bien la perception de cette situation: « Nous voulons d'autres sources de revenus, nous sommes à zéro, il n'y a pas de stabilité. Nous ne voyons plus d'issue, tout notre effort ne sert qu'à la subsistance. La difficulté d'accès aux crédits et la dépendance des projets de coopération ont eu comme conséquence l'émergence d'une économie parallèle autour des coopératives ».

Le cercle vicieux dans lequel sont plongées ces coopératives se manifeste dans les conditions sociales des habitants de ces communautés rurales. Les principaux besoins au niveau des conditions sociales des coopératives ont trait à la santé, à l'éducation et aux infrastructures.

Après analyse, il n'y a pas de différences significatives entre les conditions sociales des deux programmes de réforme agraire. Dans tous les cas, le manque de ressources financières et humaines qualifiées pour les familles et les coopératives reste un problème chronique. Les faibles revenus permettent une diète composée de tortillas, fèves et produits dérivés du maïs. Il est vraiment difficile d'atteindre un équilibre vitaminique car les différents groupes alimentaires ne font pas partie de la diète quotidienne de la population et ceux qui sont les plus affectés sont les enfants.

Quatre facteurs majeurs affectent donc les conditions de santé: le manque de fosses septiques dans les coopératives de la région, les difficultés d'approvisionnement en eau potable, les habitudes par rapport à l'hygiène ainsi que la propreté dans la manipulation d'aliments.

Dans la plupart des communautés, le besoin de ressources humaines et financières se manifeste aussi au niveau des services de santé car le manque de ressources ne permet pas de rendre opérationnels les dispensaires, qui souffrent du manque de médicaments et de personnel qualifié. Cependant, ces communautés perçoivent la santé en fonction de facteurs médicaux. Ainsi, le manque de fosses septiques, qui est à la base de la propagation de certaines maladies comme la diarrhée, n'est pas perçu comme un besoin réel en matière de

santé. De ce fait, deux types d'interventions non médicales s'imposent : l'action conscientisante et l'action communautaire préventive permettraient de pallier ces difficultés.

Les coopératives étudiées ne bénéficient d'aucune aide gouvernementale en ce qui concerne la santé. Quant à l'obtention de médicaments, elles dépendent surtout de la solidarité internationale.

Nombreux sont les enjeux au plan de la santé. D'une part, les conditions dans lesquelles vivent les familles résultent des moeurs et coutumes inspirées des croyances et valeurs qui résistent au changement tout en nuisant à la qualité de vie de ces communautés. Le témoignage de Konrad, infirmier d'origine belge, nous confirme qu'un début de changement dans les conditions de santé passe par les interventions élémentaires comme les premiers soins: « Nous avons besoin que les gens soient conscients que la santé est importante, nous avons commencé par les premiers soins parce qu'il n'y avait rien ici. Si je ne devais que visiter les malades, je passerais mon temps entre les communautés et l'hôpital chaque jour. Le grand nombre de gens malades est le résultat de la négligence ». D'autre part, les conditions économiques précaires influencent les comportements de ces personnes face à la santé. Selon Ana Lopez, membre de la communauté Nueva Esperanza : « Aller à l'hôpital, c'est une perte de temps. On paie et ils nous demandent toujours plus que ce que nous pouvons payer, comme ça après, nous ne pouvons pas acheter les médicaments ». Une telle situation génère une tendance à l'automédication, traditionnelle et biologique ou moderne et chimique, qui constitue la seule voie de guérison pour les personnes qui ne souhaitent pas visiter les hôpitaux.

Les échanges avec Nohemi du groupe pastoral de Nuava Experanza, Margritt, infirmière belge et Angela, sage-femme de la coopérative Nueva Esperanza, révèlent l'importance du travail de sensibilisation en ce qui concerne la santé et les conditions de vie.

C'est important d'éduquer les gens et de les sensibiliser par rapport à des actions collectives qui peuvent avoir une conséquence directe sur les habitudes alimentaires. La diète quotidienne est bâtie autour du maïs ; cependant, les gens possèdent des parcelles où ils pourraient cultiver des légumes et mieux se nourrir. (Nohemi). Ce travail de sensibilisation ne peut se réaliser sans les ressources financières nécessaires pour payer la formation des promoteurs et des éducateurs populaires (Margritt).

Au plan des conditions sociales, il ressort que parmi les problèmes relatifs à la santé mentale, les personnes sont obligées de surmonter leur expérience de la guerre sans support

psychologique. Le seul intervenant indirect dans ce domaine est l'Église catholique et son groupe pastoral. Dans certaines communautés, les problèmes de surconsommation d'alcool entraînent souvent de la violence auprès des femmes et des conflits ou rixes au sein des communautés. Ce phénomène a entraîné la mise sur pied de groupes d'Alcooliques anonymes.

Au niveau de l'éducation, un fait très significatif est la prise de conscience des parents quant à l'importance de l'éducation de leurs enfants. Ils considèrent l'école comme un moyen de promotion sociale. Cette attitude face à l'école contraste avec les conditions matérielles de la région. Ainsi, certaines communautés manquent d'infrastructures, d'autres soulèvent le manque de ressources financières et lorsque celles-ci comptent des écoles, ces dernières sont difficiles d'accès. Lupita, 45 ans: « Ici, nous n'avons pas d'endroit pour apprendre. Il faut sortir, mais avec qui on laisse nos enfants ? ». Soledad: « Moi, je dis aux “ cipotas ” (fillettes) d'apprendre. Il faut faire l'effort, même si nous sommes pauvres ». Pablo: « Les enfants ont besoin d'étudier pour sortir de l'ignorance. Parce que, en tant qu'être humain, chacun a le droit de continuer à évoluer. Si le support des institutions est nécessaire, celui des parents l'est tout autant ».

Les besoins d'alphabétisation et d'apprentissage sont prioritaires pour toutes les coopératives, particulièrement en ce qui a trait à l'agriculture, à la gestion d'ateliers pour les jeunes et les femmes qui sont les plus affectés par le processus des coopératives. Pilar, El Marillo: « Nous avons, par exemple, des jeunes qui ne veulent pas faire partie de la paysannerie car les terres sont improductives. Ils ignorent comment faire fructifier la terre. En agriculture, vous savez, on ne sait rien. Nombre de gens qui sont ici n'avaient rien; ils étaient des journaliers. Aujourd'hui, ils sont propriétaires de leur lopin de terre ».

Don Lencho

La participation des femmes à la vie des coopératives s'avère très significative et très nécessaire. Cependant, le manque de services de garde, les barrières culturelles, les rapports hommes-femmes constituent autant de blocages à leur participation dans les coopératives. Plusieurs femmes ont participé activement à la lutte armée pendant la guerre et pourtant, aujourd'hui, leur participation n'est pas toujours reconnue à sa juste valeur par les hommes. De plus, elles sont maintenant confrontées à la pauvreté, à l'analphabétisme et, dans la majorité des cas, à la pleine et entière responsabilité des enfants.

Les rencontres et la participation aux réunions démontrent une participation faible de la part des membres et un manque de leadership dans les coopératives par rapport à la prise de décision et au développement de ces organisations. Ce peu de participation doit se comprendre, d'une part, par le haut degré d'analphabétisme et d'autre part, par la nouvelle condition sociale des paysans, telle que la décrit Paulo Freire: « Le paysan est un être « dépendant », il doit avant tout prendre conscience de sa nouvelle condition de propriétaire de la terre pour qu'il puisse comprendre l'importance de son implication. Avant qu'il ne dépasse le stade de dépendance, il continue à laisser les autres décider à sa place ». (Freire, 1974: 40). La participation significative de la femme démontre bien l'importance de lui offrir une formation scolaire qui la rendra capable de participer plus efficacement au centre de la vie communautaire. Participation qu'elle-même sera capable d'orienter tout en tenant compte des besoins immédiats de la collectivité quant au processus de production ainsi qu'aux changements importants sur la conception traditionnelle du rôle de la femme dans la société actuelle.

CONCLUSION

Nombreux sont les problèmes des coopératives, mais l'un des plus importants demeure encore celui des dettes agraire et bancaire qui freinent le progrès et le développement économique des communautés, seules sources de revenus pour les familles. Une pression massive de la part des syndicats des coopératives agricoles d'ici afin que le gouvernement du El Salvador annule cette dette dans sa totalité pourrait influencer et motiver celui-ci à agir en ce sens.

Étant donné l'absence de ressources alternatives autres que l'agriculture, l'éducation dans ce domaine devient essentielle en vue d'arriver à une production satisfaisante.

La mise sur pied d'actions visant à contrer la soumission idéologique de la femme devient urgente. Il faut conscientiser la femme à la nécessité de sa participation active et efficace dans l'organisation communautaire et dans le développement économique des coopératives. Ce faisant, cela permettra la valorisation de son travail et l'amélioration de sa condition de vie et de celles de toute sa famille.

La grande motivation des femmes à la vie des coopératives nous démontre l'importance de l'alphabétisation et de la scolarisation de celles-ci afin qu'elles puissent recevoir une formation en gestion, en commercialisation, en agriculture, en couture et en animation en garderie.

Actuellement, dans l'une des coopératives de La Canoa se développe un intérêt pour la confection des "hamacas". Plusieurs membres sont intéressés à apprendre, mais, malheureusement, les capitaux requis pour développer cet intérêt collectif font défaut. Une autre alternative de formation sur place, celle du microdéveloppement, a également été relevée.

Plusieurs personnes-ressources ont manifesté le désir de développer un projet relatif à l'élevage de bestiaux. Cependant, la réalisation d'un tel projet passe par la nécessité de trouver les moyens d'avoir accès à l'eau, absente dans quelques coopératives.

La formation en culture hydroponique pourrait aussi constituer un solide coup de main pour améliorer les habitudes alimentaires et créer de nouveaux revenus.

L'éducation doit être considérée comme prioritaire dans le développement des communautés. À cet effet, on compte sur l'intérêt des gens et des familles entières. Une fois de plus cependant, les ressources financières n'existent pas, d'où l'impossibilité de défrayer les salaires des éducateurs populaires disponibles. La promotion de jumelages entre des écoles d'ici et de là-bas pourrait aider les enfants en ce qui a trait au matériel didactique nécessaire aux études.

La création de centres éducatifs pour les enfants d'âge préscolaire est à la base du développement à long terme des coopératives. Par conséquent, la mentalité et la façon de vivre des familles paysannes changeront radicalement tout en s'opposant à la sorte de vie vécue pendant des siècles sous la domination de l'oligarchie salvadorienne.

Finalement, dans le domaine de la santé, l'aide est urgente. La nécessité de mettre sur pied des mesures de prévention s'avère criante : campagne d'hygiène environnementale, enseignement en nutrition, obtention d'eau et habitation, recherche de fonds pour former et payer les différents promoteurs dans ce domaine sont essentiels.

RECOMMANDATIONS

La plupart des analystes de la situation s'accordent pour dire qu'il n'y a pas de solutions viables à long terme sans des changements fondamentaux au niveau des politiques. En tout premier lieu, il est évident que l'État doit accepter de renégocier les conditions de paiement des terres. Par exemple, les forêts devraient être données aux coopératives et la valeur des terres arables devrait être renégociée. En second lieu, le développement doit s'inscrire dans une stratégie globale qui implique des possibilités de crédit et des plans de formation technique pour les petits agriculteurs, le soutien à la participation des femmes au développement, le développement de diverses formes de commercialisation et d'une agriculture orientée vers le développement durable. En somme, une réorientation des politiques afin de soutenir les progrès des coopératives.

Santé

Les recommandations d'un groupe d'experts salvadoriens qui se sont questionnés sur le sens du développement au Salvador et sur les politiques sociales, tout particulièrement dans le domaine de la santé et en éducation sont très pertinentes. Il est impossible de parler des conditions de la santé et de l'éducation dans quelques communautés de base sans référer au contexte global dans lequel elles se développent.

« L'axe central de l'amélioration des conditions de santé passe nécessairement par des actions qui tiennent compte de tous les acteurs dans les services de santé publics et privés. Cependant, des mesures radicales s'imposent et il est important de mettre sur pied des politiques comme:

- réformer le système de santé public et privé afin d'en améliorer la qualité, l'efficacité et garantir son accès à la majorité de la population;
- privilégier les programmes de médecine préventive au lieu de la médecine curative;
- développer les programmes d'assainissement de l'environnement;
- développer la couverture du système public de santé dans toutes les zones rurales;
- développer le contrôle des services d'eau potable et en améliorer la qualité;
- améliorer les contrôles sanitaires sur la production et la distribution des aliments;

- améliorer le rôle central du ministère de la Santé en ce qui a trait à la prestation de services de santé, à la qualité des médicaments, à l'industrie pharmaceutique et à l'exercice de la profession médicale;
- promouvoir l'utilisation de la médecine naturelle (ou médecine douce);
- développer des programmes de formation sur la santé préventive, l'hygiène et l'assainissement de l'environnement via les médias de communication de masse;
- décentraliser les services de santé qui garantissent la participation active des gouvernements locaux, des communautés et des institutions sociales qui développent des programmes de santé ». (Fabián et coll.,1997: 167-168).

Éducation

Le groupe d'experts de la Fundación nacional para el desarrollo (FUNDE), Institut Nord-Süd et de Equipo Maíz propose également une perspective globale ambitieuse, voire un peu idéaliste mais non moins pertinente sur l'éducation:

- « approfondir le processus de réforme éducative initié par le gouvernement;
- développer des programmes de formation et d'actualisation sur les contenus et la méthodologie destinés aux enseignantes et aux enseignants;
- donner de l'importance aux processus d'enseignement et d'apprentissage qui incorporent la participation des éducateurs et éducatrices, qui développent des capacités créatrices, une conscience critique et des connaissances de la réalité du pays et du monde;
- contrôler la création et le fonctionnement des centres éducatifs privés;
- contrôler la qualité de l'enseignement dans les centres privés, et ce à tous les niveaux;
- développer des programmes généralisés d'alphabétisation des adultes avec la participation du secteur public et des organisations non gouvernementales qui développent des programmes d'éducation;
- mettre de l'avant des programmes de formation des parents afin qu'ils s'impliquent davantage dans le processus d'apprentissage de leurs enfants afin de leur inculquer le sens des responsabilités humaines et civiques;
- susciter la création de programmes d'éducation de masse à travers les médias de communication de masse qui font la promotion des valeurs humaines, environnementalistes, civiques, etc. Parallèlement, il faut établir une série de contrôle des programmes télévisés ou cinématographiques à contenus violents;

- prioriser l'éducation dans les régions qui manquent d'infrastructures ».(Fabián et coll.,1997: 168-169).

À cela, il importe d'analyser le rôle des coopératives dans le soutien du développement social des communautés rurales. Il semble que très peu d'études ont abordé cette dynamique particulière au Salvador, où les coopératives agricoles sont très nombreuses, relativement bien organisées et omniprésentes dans presque toutes les communautés.

Évidemment, la réalisation de tels objectifs suppose qu'en aval, *des programmes de recherche et de formation de chercheurs et de chercheurs dans le champ des politiques sociales et du développement social communautaire s'imposent*. Certains organismes existent, notamment la Fundación nacional para el desarrollo (FUNDE) - Fondation nationale pour le développement -, l'Asociación salvadoreña central des estudios cooperativos (ASCEC) - Association salvadorienne centrale d'études coopératives-, l'Asociación salvadoreña de investigaciones y promoción económica y social - Association salvadorienne de recherche, de promotion économique et sociale -, la Facultad de salud (UCA) publica - Faculté de santé publique de l'Université -, la Facultad latinoamericana de ciencias sociales (FLACS) - la Faculté latino-américaine des sciences sociales -, l'École de travail social. Le manque de ressources chroniques handicapent cependant leur travail de façon constante. La plupart de ces organismes vivent du soutien international et comptent sur des réseaux de collaboratrices et de collaborateurs, autant bénévoles que salariés, pour faire avancer leur projet.

Le champ d'étude est vaste en ce qui concerne l'implication des femmes dans le développement, l'organisation et le fonctionnement des coopératives, des communautés, des services de santé et d'éducation. À cet égard, les recherches font aussi défaut pour évaluer l'importance du rôle des femmes et identifier leurs besoins.

Il est donc que la recherche et la formation constituent des clés importantes pour le mouvement coopératif et pour la recherche d'une valorisation du rôle des organismes de la société civile dans l'amélioration des conditions de santé et d'éducation dans le milieu rural. En ce sens, il semble important de favoriser le développement de liens organiques continus entre des ressources canadiennes (organismes et individus) et salvadoriennes.

BIBLIOGRAPHIE

- BAIRES, S & EEKHOFF, K. (1995). Santa Elena, Usulután: **Une comunidad transnacional**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 32: 7-10.
- BARBA, Maribel et MARTINEZ, Concha (1997). **De la memoria nace la nueva esperanza**. San Salvador, Taller y Arte gráfico, Cooperativa Nueva Vida de R.L.
- BARRY, Deborah & CUÉLLAR, Nelson (1997). **Las transformaciones del agro salvadoreño y la efectividad de las políticas sectoriales**. San Salvador, Programa salvadoreño de investigación sobre desarrollo y medio ambiente, no 21.
- BARRY, Deborah & ROSA, Herman (1995). **Crisis de la economía rural y medio ambiente en El Salvador**. San Salvador, Programa salvadoreño de investigación sobre desarrollo y medio ambiente, no 9.
- BROCKETT, Charles (1988). **Land, Power and Poverty. Agrarian Transformation and Political Conflict in Central America**. The Academic Division of Unwin Hyman Ltd.
- CABALLERO, Elsa Lily (1995). **La reforma de salud: entre la descentralización y la privatización**. San Salvador, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo.
- CHAMBAUD, Lorraine, MAYER, Robert et RICHARD, Gabrielle, (1986) Recherche action évaluation. **Service social**, 35 (1-2).
- CONFRAS (CONFEDERACION DE FEDERACIONES DE LA REFORMA AGRARIA SALVADOREÑA) (1997). **Plan operativo 1997**.
- CONFRAS (CONFEDERACION DE FEDERACIONES DE LA REFORMA AGRARIA SALVADOREÑA) (1997). **Mujer: Salvadoreña, trabajadora y campesina**. Boletín "Flor de izote", no 39.
- DADA HÜTT, Oscar & HERNÁNDEZ ROMERO, Pedro Juan (1995). Los aspectos agroecológicos en El Salvador: Un ejemplo de agricultura productiva decadente. **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 33: 1-10.
- DOUCET, Laval et FAVREAU, Louis (1994). **Théorie et pratique en organisation communautaire**. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- DUMONT, René (1980). **Le mal-développement en Amérique latine**. Paris, Éditions du Seuil.
- ENRIQUEZ, A. (1996). **Desarrollo sustentable y desarrollo regional/local en El Salvador**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 41: 19-26.
- FABIÁN, Roberto Rubio, ARRIOLA, Joaquín et AGUILAR, José Victor (1997). **Crecimiento estéril o desarrollo. Bases para la construcción de un nuevo proyecto económico en El Salvador**. San Salvador, Fundación nacional para el desarrollo (FUNDE), Equipo de educación Maíz et Nord-Süd Institut.
- FREIRE, Paulo (1974). **Pédagogie des opprimés**. Paris, FM / Petite collection. Maspero.
- GOITIA, A. (1995). **El mercado de tierra rural en El Salvador**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo., no 30: 7-16.
- GOITIA, A., RIVERA, R & HERNÁNDEZ, P.J. (1997). **Reflexiones sobre el programa agropecuario del gobierno**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE.(Fundación nacional para el desarrollo), no 43: 8-15.

- GONZALES, M.& BAIRES, S. (1995). **De derrumbes y de inundados**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 32: 11-15.
- HARBERGER, ARNOLD C. (1995). **Reflexiones sobre la economía de El Salvador**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, **À compléter**.
- HERNÁNDEZ, P.J. (1995). **Impactos del Paquete sobre la agricultura salvadoreña: Entre la globalización y el abandono**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 27: 8-15.
- HERNÁNDEZ, P.J. & DADA, O. (1995). **Los programas de reinserción**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 33: 11-18..
- HERNÁNDEZ, P.J. (1996a). **Buscando alternativas a la reinserción de los desmovilizados y tenedores**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 35: 20-27.
- HERNÁNDEZ, P.J. (1996b). **Las políticas agrarias en 1996: Hacia una profundización de la crisis del agro**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 42: 26-29.
- HERNÁNDEZ, P.J. (1996c). **La ley de la tierra: De la reforma agraria al mercado de tierras**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, No 40: 9-13.
- INSTITUTO DEL TERCER MUNDO (1997). **Social Watch**, Montevideo.
- JACOB, André (1985). **Metodología de investigación-Acción**. Buenos Aires, Humanitas.
- LAVOIE, L. MARQUIS, D. et LAURIN, P. (1996). **La recherche action. Théorie et pratique**. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LUNGO, Mario & BAIRES, Sonia (1996). **De terremotos, derrumbes e inundados**. San Salvador, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo.
- MAYER, Robert et OUELLET, Francine (1991). **Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux**. Montréal, Gaëtan Morin éditeur.
- MORENO, M.E. (1996). **La educación: una limitante para la participación de la mujer en el proceso de desarrollo**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 35: 13-19.
- ROSALES, D. (1995). **Costos y retrasos de la reinserción para la paz**. San Salvador, **Alternativas para el desarrollo**, FUNDE, Fundación nacional para el desarrollo, no 27: 1-7.
- SOTO, Sergio Rubén (1990). **Estado y ajuste estructural en Centro América y el Caribe**. San José, C.R. Editorial Universitaria Centroamérica.
- STAVENHAGEN, Rodolfo (1970). **Agrarian Problems and Peasant Movements in Latin America**. Garden City, New York. Anchor Book Edition.